CHS Novillars

Besançon, le 8 novembre 2022

Guerre au racisme !

Au palais Bourbon jeudi dernier le 3 novembre, les députés en rangs clairsemés ont eu droit à une séance spéciale. L'un d'entre eux, Grégoire de Fournas, élu de Gironde et du Rassemblement national, a violemment interrompu un député de LFI, Carlos Martens Bilongo, qui intervenait pour poser le problème d'un bateau de 234 migrants en situation dramatique en Méditerranée, car ne trouvant pas de port où débarquer. « Qu'il retourne en Afrique ! », s'est écrié le lepéniste à ce député dont les parents sont originaires d'Afrique noire. La réaction raciste à l'état brut, de la part d'un petit notable qui en est paraît-il coutumier, a suscité le tollé sur les bancs de l'Assemblée et interrompu la séance. Le RN a tenté de discutailler : ce n'était pas l'homme mais le bateau que le député RN voulait renvoyer en Afrique – ce qui selon lui n'aurait été qu'un simple rappel du programme de son parti contre l'immigration. Dès le lendemain, le bureau de l'Assemblée excluait pour quinze jours de Fournas et le privait de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois. Au moment où le parti de Marine Le Pen tenait son congrès et voulait paraître respectable, l'aboiement xénophobe et raciste de l'un des siens au palais Bourbon a fait désordre.

L'hypocrisie au sommet

Du côté des députés macronistes, on s'est dit indigné, on a dénoncé des propos « intolérables ». On pourrait se dire « tant mieux » si Macron et son ministre Darmanin ne secrétaient pas la xénophobie voire le racisme en organisant la traque des migrants, en démantelant leurs campements de fortune, en les condamnant à des conditions d'accueil et de séjour indignes dans un pays pourtant riche. Si le député LFI posait la question de ce bateau en perdition, c'est parce qu'aucun port français ne lui offrait son havre. Décision politique ! La Méditerranée est la route de migration la plus meurtrière au monde, avec plus de 17 000 morts et disparitions enregistrées depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Bilan mortifère dont les chefs de l'Europe forteresse, dont Macron, sont coupables.

Une nouvelle loi contre l'immigration

Et pourtant Macron persiste et signe. En janvier prochain, son gouvernement lance une nouvelle loi contre l'immigration. Son ministre Darmanin l'annonce déjà par une campagne xénophobe mensongère, tout à fait dans le style du RN, sur le prétendu lien entre immigration et délinquance. Selon lui, au premier semestre 2022, « 48 % des mis en cause dans les faits de délinquance seraient des étrangers » à Paris. C'est qu'il tient pour délinquants les étrangers en situation irrégulière qu'il a fabriqués lui-même en leur refusant l'asile. Darmanin veut aussi accélérer les reconduites à la frontière, ficher plus systématiquement les étrangers, imposer un examen de français pour limiter les regroupements familiaux. Peu importe qu'il y ait déjà en France l'arsenal suffisant de lois scélérates pour pourrir la vie de sans-papiers chassés de chez eux par la misère ou la guerre, Macron veut montrer qu'il peut faire mieux que Le Pen. Lui agit tandis qu'elle ne fait que promettre !

Tous ensemble, mettons les patrons sous tension !

Dans le bâtiment, dans la restauration, dans le nettoyage, dans les nombreux « métiers en tension », où les conditions de travail et de salaire sont inhumaines et font fuir, un certain patronat pousse à l'embauche d'étrangers. Le gouvernement, tout en gardant sa posture de traque à leur égard, s'apprête donc à des régularisations, et à passer l'éponge sur les pratiques d'embauches de travailleurs au noir de ses amis patrons. Il s'agira d'assouplir ici ou là des règles pour – bien sûr – mieux exploiter, tirer davantage de profits. Mais du côté du monde du travail, où déjà dans les hôpitaux, les transports, les écoles, les chaînes de l'industrie, l'aide à la personne, triment ensemble des hommes et des femmes de tous horizons et couleurs de peau, nous n'en serons que plus nombreux pour lutter avec force et efficacité contre l'esclavagisme salarié moderne. La classe ouvrière est internationale. Nous sommes pour l'ouverture des frontières, l'accueil et la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Et le rejet du poison raciste.

L'hôpital s'effondre

Actuellement, 160 lits d'hospitalisation sont fermés à l'hôpital, faute de personnel. Les patient.e.s des urgences attendent de plus en plus longtemps sur des brancards et le personnel n'en peut plus.

L'hôpital s'effondre sur la tête des malades.

Non assistance à personne en danger

La crise que connaît la pédiatrie hospitalière est un bon exemple de la démolition des services publics, qui assurent 95 % de l'activité hospitalière en pédiatrie. Donc, quand l'hôpital s'effondre, il n'y a pas d'alternative.

Un autre secteur en grande déshérence est la pédopsychiatrie dont l'activité est assurée à 100 % par le public. Comment accepter aujourd'hui que, par manque de moyens, les délais de rendez-vous pour des enfants en souffrance soient de six mois à un an et demi ?

Réintégration des suspendu.e.s !

Dans quasiment tous les pays d'Europe et aux USA, les suspendu.e.s non-vacciné.e.s sont réintégré.e.s à l'hôpital et dans les centres de soins. Dans toute l'Europe ? Non, un seul pays résiste au bon sens : la France.

Ces collègues étaient comme toutes et tous aux avant-postes durant l'épidémie de Covid. Le gouvernement leur avait demandé, comme à tout le monde, de venir au travail même positives avant de les priver de leur unique source de revenu.

Maintenant il est plus que temps de permettre à celles qui le souhaitent d'exercer à nouveau leur profession.

Cette ignominie n'a que trop duré !

Grève à la clinique Saint-Vincent

Une partie des employées de la clinique Saint-Vincent s'est mobilisée durant dix jours pour une augmentation de salaire de 250 euros. Elles étaient 80 le premier jour et deux blocs sur seize fonctionnaient. La direction a accordé finalement une prime de 500 euros.

Aides-soignantes et infirmières dénonçaient les bas salaires et elles se sont adressées aux visiteurs en exposant leur feuille de paie : une aide-soignante dépasse le smic seulement avec les primes.

Ce n'est pas la première fois que le personnel de cette clinique se mobilise. La clinique appartient au groupe Elsan, premier groupe de l'hospitalisation privée en France, contrôlé par le fonds d'investissement CVC Capital Partner. Ce groupe s'enrichit sur la santé : il a les moyens de payer.

Le CHU de Dijon accusé d'avoir laissé mourir une patiente

Hospitalisée au mois d'août pour une fracture du péroné, la patiente de 77 ans n'aurait pas été nourrie pendant plusieurs jours en attente de son opération, plusieurs fois repoussée. Elle est tombée dans le coma avant de décéder. Après les morts sur un brancard en attente aux urgences, une malade « oubliée » morte d'inanition ? L'enquête ouverte après la plainte de la famille le dira peut-être. Mais il est sûr que le manque catastrophique de personnel et la désorganisation qu'il entraine n'est pas dommageable uniquement pour les conditions de travail des soignants. Les malades en pâtissent aussi, nécessairement.



Royaume-Uni : vers une grève nationale des infirmières

300 000 membres du principal syndicat infirmier britannique ont voté pour une mobilisation nationale pour les salaires. La grève pourrait être décidée prochainement. Le syndicat demande une augmentation de salaire supérieure de 5 % à l'inflation qui se monte à 10 % au Royaume-Uni.

Rejoignant les grèves récentes et actuelles pour les salaires dans le rail, le transport routier, les ports, le métro et d'autres secteurs, les infirmières ont choisi la seule voie pour défendre leur niveau de vie : la grève. Un exemple à suivre.

Égalité femmes-hommes : loin du compte

Selon les calculs de la newsletter féministe *Les Glorieuses*, à partir du vendredi 4 novembre à 9 heures 10, les femmes ont commencé à travailler gratuitement. Une façon symbolique de souligner qu'en Europe les travailleuses gagnent 15,8 % de moins que les hommes et qu'en France cet écart atteint même 22 %. La lutte pour « À travail égal, salaire égal » est plus que jamais d'actualité.

Pour prendre contact : NPA – 2 rue du Porteau – 25000 Besançon ou cbnpa25@gmail.com
www.npa2009.org – www.npafranchecomte.org

Ipns, ne pas jeter sur la voie publique